



Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

SEUL INFORME :

Motions adoptées par la 7^e Coordination Nationale des Universités, à Strasbourg, le 23 mars 2009.

Communiqué du matin

Alors que depuis 2 mois, l'université et la recherche sont en grève, le gouvernement n'a réagi que par le mépris, les manœuvres et la répression. Il n'a donné satisfaction à aucune de nos revendications, faisant de l'enseignement supérieur et de la recherche un des laboratoires de sa politique destructrice de l'éducation nationale et de la fonction publique.

La CNU prend à témoin l'opinion publique de l'attitude du gouvernement et de son refus d'offrir les conditions nécessaires à l'ouverture de réelles discussions. Valérie Pécresse a une nouvelle fois montré son mépris ce matin sur France 2 en sommant les universitaires d'organiser le rattrapage des cours. Cette surdité fait ainsi porter l'entière responsabilité de la radicalisation du mouvement sur le gouvernement.

Nous ne demandons pas à Valérie Pécresse et à Xavier Darcos de reculer mais d'avancer en retirant leurs projets.

Tous dans la rue les 24 et 26 mars !

Communiqué du soir

Réunie à Strasbourg ce lundi 23 mars 2009, la Coordination Nationale des Universités tient à rappeler les conditions incontournables pour sortir de la crise qui secoue depuis de longs mois le monde universitaire : le retrait du décret statutaire, le retrait du décret sur la mastérisation, le retrait du contrat doctoral unique, l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche ainsi que des engagements clairs en matière d'emploi statutaire. Elle invite toutes les organisations syndicales à se montrer intransigeantes sur ces points qui sont indissociables, à ne pas se satisfaire de promesses et de demi-mesures, à n'accepter aucune négociation partielle. Leur crédibilité serait gravement compromise pour le futur s'ils devaient déroger à cette règle.

Les véritables finalités des réformes et de l'orientation générale de la politique éducative, universitaire et de recherche suivie depuis 2006/2007, sont à présent connues de tous. Il s'agit :

- de la dégradation programmée des contenus disciplinaires, de la culture générale et des humanités ;
- de la destruction de la fonction publique d'Etat dans l'enseignement, par l'extension du recours à l'emploi précaire et par la déconcentration locale du recrutement et de la gestion des carrières, desquelles résulteraient une perte d'autonomie et une moindre protection des personnels, notamment administratifs et techniques.
- de la libéralisation du « marché » de l'enseignement supérieur et de la recherche, où le secteur privé, commercial ou religieux, serait invité à venir prendre des parts supplémentaires, en droite ligne des recommandations de l'OCDE.

Cette politique rejoint celle actuellement appliquée à l'Hôpital et menace selon le rapport Le Bris de nombreux autres secteurs de la fonction publique, au point de mettre en danger tout le pacte social républicain, fondé avant 1914 et renouvelé en 1945. L'opinion publique doit en prendre conscience.

Les conséquences en seraient dramatiques pour l'ensemble de notre système : formation des jeunes et avancement de la recherche. Aussi, la Coordination Nationale des Universités avertit-elle solennellement le gouvernement : la communauté universitaire mesure parfaitement l'importance de ces enjeux et prendra toutes ses responsabilités pour défendre jusqu'au bout la tradition de liberté dont elle est l'héritière.

Valérie Pécresse et Xavier Darcos, qui se sont déjà disqualifiés comme interlocuteurs par le mépris qu'ils ont manifesté à notre communauté, doivent partir. Mais au-delà de ces deux ministres, le gouvernement doit savoir que s'il n'entend pas notre colère, c'est sa légitimité même qui sera très bientôt mise en question. La Coordination Nationale des Universités l'invite donc à abandonner dès maintenant toutes ces réformes et à s'engager sur l'abrogation de la loi LRU et du pacte pour la Recherche, avant que l'état de désordre actuellement installé dans l'université ne soit irréversible, avant, tout simplement, qu'il ne soit trop tard.

Motions adoptées par la 7^{ème} Coordination Nationale des Universités réunie le 23 mars 2009 à Strasbourg

Dans la perspective de la continuation du mouvement de la communauté universitaire, la Coordination Nationale des Universités appelle à l'intensification des actions. Face au mépris du gouvernement, nous n'avons plus d'autre choix que de durcir notre mouvement.

La Coordination Nationale des Universités confirme son appel aux journées « RPG » selon les modalités définies dans la motion n°1 votée aujourd'hui à Strasbourg.

La Coordination Nationale des Universités appelle les universités à mandater leurs délégués afin de lui permettre de prendre les décisions qui s'imposent lors de sa prochaine réunion pour assurer les meilleures conditions de la prise en

compte du second semestre universitaire pour les étudiants.

La Coordination Nationale des Universités appelle les universitaires à suivre le mot d'ordre de démissions des fonctions administratives de la 4^{ème} Coordination Nationale des Universités de Paris X - Nanterre.

La Coordination Nationale des Universités appelle l'ensemble des coordinations et collectifs, organisations et sections syndicales à interpeller publiquement et par tous les moyens les élus et les candidats aux prochaines élections. Elle appelle également à s'adresser aux institutions européennes, en rappelant notamment le rendez-vous du contre-sommet de Louvain les 28 et 29 avril.

La Coordination Nationale des Universités en appelle aux médias pour dénoncer les manœuvres dilatoires du gouvernement et prend à témoin l'opinion publique sur sa manière révoltante de gérer la crise du monde de l'éducation et de la recherche.

La Coordination Nationale des Universités souhaite une réelle convergence des mouvements de contestation de la maternelle à l'université, en lien étroit avec la recherche et le secteur privé, à travers notamment l'organisation de nombreux forums sociaux contre la casse du service public.

Motion n°1 : Proposition de motion d'action partageable RPG

La Coordination Nationale des Universités, suite à la proposition d'action dite « RPG » (Rectorats, Péages, Gares) votée lors de sa réunion à Dijon le 16 mars dernier, confirme la programmation de sa mise en œuvre et en définit ainsi les modalités.

1. Constatant la mobilisation historique de tous les secteurs professionnels lors de la journée du 19 mars, observant à la suite de nombreuses rencontres et de forum sociaux une convergence de plus en plus forte des revendications, notamment dans le secteur public, la Coordination Nationale des Universités appelle les secteurs professionnels en grève ou en lutte à venir partager avec les étudiants et les personnels de l'éducation, de l'université et de la recherche, trois journées d'actions visibles, les 25, 26 et 27 mars prochain et ainsi de suite chaque semaine tous les mercredis, jeudis et vendredis.

2. L'action partageable RPG se donne un calendrier national de trois destinations symboliques :

- tous les mercredis : les rectorats comme espace des décisions unilatérales et des logiques autoritaires.

Au choix les jeudis et vendredis :

- **les péages autoroutiers et les grandes surfaces** comme symboles de la marchandisation des savoirs et des dangers de la privatisation des services publics et de l'externalisation des services (tracts, ouverture des barrières et passages gratuits, cours en grande surface) ;

- **les gares routières et ferroviaires** comme symboles de la liberté de la circulation et de la transmission des savoirs (tracts, tenues de cours ou de mini forum sociaux dans les halls de gare suivis de die-in ou de sit-in, et plus si affinités).

3. L'action devra être conduite de façon totalement non violente, avec un nombre de personnels et de travailleurs suffisant pour ne pas exposer les étudiants, dans une optique qui consistera à ne jamais affronter ou provoquer les forces de l'ordre.

La Coordination Nationale des Universités souligne que la réussite de ces trois journées hebdomadaires d'action partageable dépendra de l'effectivité de sa mise en œuvre et du caractère vraiment coordonné et national de l'action.

Motions n°2 : Sur le second semestre universitaire

Après avoir provoqué la grève la plus longue de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse fait mine de se soucier de la tenue des enseignements. Elle avait pourtant un moyen simple de mettre fin à une colère qui fait l'unanimité du milieu universitaire contre ses projets : les retirer tous purement et simplement.

Quant à nous, enseignants et enseignants-chercheurs grévistes, nous saurons dans chaque université et dans le respect des spécificités disciplinaires trouver les modalités de la tenue du second semestre en liaison avec les étudiants et en accord avec les personnels administratifs et techniques.

Motion N°3 : Non à la répression

La Coordination Nationale des Universités déclare son soutien aux personnes arrêtées dans une extrême violence lors du mouvement de contestation actuel. Nous condamnons la répression policière qui touche de plus en plus de mouvements sociaux. Nous demandons la fin des poursuites judiciaires entamées.

Motion N°4 : Soutien aux personnels administratifs et techniques

La Coordination Nationale des Universités soutient les personnels administratifs et techniques, BIATOSS et ITA, dans leurs revendications en adoptant la motion qu'ils ont votée lors de leur première réunion nationale qui s'est déroulée le

21 mars 2009 à l'université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis (voir après le calendrier).

Motion N°5 : Calendrier des actions

- 24 mars :
 - Appel aux syndicats siégeant au CTPU à voter contre le projet de décret statutaire dont nous exigeons le retrait ; appel à un rassemblement massif au lieu de réunion de la CTPU.
 - Manifestation nationale de la maternelle à l'université ?
- 25, 26 et 27 mars : Journées « RPG » (voir motion n°1)
- 26 mars :
 - Journée de manifestation nationale avec des déclinaisons locales.
 - Appel au blocage du CA du CNRS.
- 28 mars : Suspension des activités de direction des labos (voté le 14 mars).
- 30 mars : Actions standards téléphoniques et CROUS.
- 31 mars :
 - Cérémonie de non remise des maquettes.
 - A Paris : Manifestation de chez Valérie Pécresse à chez Xavier Darcos, pour la non remontée des maquettes.
- 1er avril :
 - Journée des Rectorats.
 - Remise des démissions administratives aux recteurs.
 - Actions vers l'interprofessionnel et l'intercatégoriel (CNE).
- 2 avril :
 - Manifestation nationale à Paris.
 - Journée BIATOSS et ITA : personnels administratifs et techniques des universités et des EPST en tête des cortèges.
 - Journée nationale de blocage.
- 3 avril : Nuit des écoles et des universités (occupation nocturne et festive simultanée de toutes les écoles et universités).
- 6 avril : 8^{ème} Coordination Nationale des Universités à Paris 3.
- 8 avril : Manifestations.

Motion des personnels BIATOSS et ITA réunis le 21 mars 2009 à l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

Des personnels BIATOSS et ITA, des universités, établissements et organismes d'enseignement supérieur suivants : BNF, CNAM, ENS ULM, ENS LSH (Lyon), GIP Bulac – Bibliothèque universitaire des langues et civilisations, Universités de Dijon, Grenoble - Joseph Fournier, Littoral côte d'opale (ULCO), Lyon 2, Marne la Vallée, Paris 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, Rennes 1, réunis le 21 mars, Affirment leur ancrage dans le mouvement de mobilisation des universités et dans le mouvement interprofessionnel qui s'est exprimé massivement le 19 mars. Ils appellent la CNU et les organisations syndicales à donner une suite rapide à cette journée de grève pour construire le nécessaire rapport de force face au gouvernement

Ils exigent :

- l'abrogation de la RGPP, du Pacte Recherche et de la loi LRU qui mettent en place l'arbitraire, la précarité (CDD et CDI prévus) ;
- le maintien de la fonction publique d'état ;
- le maintien et la restitution de tous les postes dont BIATOSS et ITA supprimés au budget 2009 et l'annulation de toutes les suppressions prévues aux budgets 2010/2011 avec la mise en place d'un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires de la fonction publique d'Etat pour toutes les catégories de personnels ;
- la fin du processus d'externalisation des tâches administratives et techniques qui menace les personnels BIATOSS et ITA ;
- la reconnaissance pour ces personnels de leurs qualifications et l'abandon de l'évaluation individuelle basée sur la performance et le résultat, contre l'individualisation des salaires et des carrières ;
- l'intégration des personnels précaires sur des emplois statutaires d'Etat (et notamment contre les CDD et les vacations à répétition) ;
- l'augmentation uniforme de 300 euros des salaires, aucun salaire en dessous de 1500 euros net ;
- le retrait des mesures qui visent à la suppression de la filière « bibliothèques » ;
- la fin du démantèlement des EPST et des UMR (unités mixtes de recherche)

Plus largement, ils refusent le modèle d'éducation et de recherche imposé par le gouvernement dont l'un des objectifs est la casse du service public, la remise en cause des acquis sociaux et la dégradation des conditions de travail de tous les salariés.

<http://fseul.free.fr>